

GRECE

Terrorisme ou
terrorisme d'Etat?

Dans la troisième semaine du mois de septembre 1985, le ministre grec de l'Intérieur a annoncé à grand fracas à la télévision l'arrestation de trois personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau terroriste. Pour le gouvernement, ces arrestations devaient conduire au démantèlement de tous les groupes « terroristes » qui agissent aujourd'hui en Grèce.

Or, il n'aura fallu que 48 heures pour que le scandale éclate au grand jour. Les services de police de la région d'Athènes n'avaient en fait arrêté qu'un vulgaire indicateur et agent provocateur des services secrets grecs (KYP), un nommé Krystalis, qui avouera son véritable rôle, ainsi que deux de ses anciens camarades de classe, Tsitsilianos et Behrakis, qui déclarèrent n'avoir aucun rapport avec l'accusation dont ils étaient l'objet et aucun autre rapport avec Krystalis que le fait d'avoir conservé des relations amicales avec lui.

Il faut préciser que Krystalis a eu une histoire assez mouvementée durant les dix dernières années, puisqu'il appartient à plusieurs organisations de gauche. Il avait même réussi, pendant un certain temps, à devenir secrétaire général de la jeunesse de l'EDA — parti de M. Glezos, héros de la résistance, qui s'est fait élire député sur les listes du PASOK — avant de se retrouver reporter de télévision. Pendant tout ce temps, il était en fait un mouchard travaillant pour le compte d'au moins cinq services de renseignement différents.

Pendant une semaine, la presse ne cessa pas de révéler les véritables dimensions de cette affaire : attentats à la bombe perpétrés par la police secrète, concurrence entre différents services secrets, surveillance de journalistes et de groupes de gauche par la police. En un mot, tout ce qui démontre d'une façon éclatante que le gouvernement, quoi qu'il en dise, n'arrive pas à contrôler ses propres services de renseignement et de police. L'affaire aura certainement des rebondissements, puisque le mouchard interpellé se déclare déjà prêt à effectuer des révélations illustrant la façon dont travaille la police.

Son coaccusé, Tsitsilianos, appartient au comité de rédaction de la revue *Marxistiki Sispriossi* (Rassemblement marxiste), à laquelle participent entre autres des militants qui se déclarent sympathisants de la IV^e Internationale. Ce militant est accusé d'« incitation à la violence », accusation qui serait étayée par la découverte, chez lui, d'une lettre

anonyme qui avait en fait été envoyée à la revue en réponse à des articles publiés sur la question du terrorisme individuel. Le comité de rédaction de *Marxistiki Sispriossi* ayant considéré cette lettre comme infantile et sans intérêt, avait refusé de la publier. Tsitsilianos est aussi accusé d'un attentat à la bombe qu'il aurait commis à Athènes à un moment où il se trouvait sur une île, loin de cette ville.

La troisième personne arrêtée, Behrakis, n'est accusée que de « participation à la création d'une bande », sur la simple base de la découverte chez lui de quatre cartouches de rechange de camping gaz.

Voilà donc le gouvernement du Mouvement socialiste pan-hellénique (PASOK), impliqué à son tour dans des histoires louches de provocation policière, dans lesquelles personne ne sait où finit le mensonge et où commence la vérité, ni au profit de qui et pour quelles raisons sont montées de telles opérations. Il n'est cependant pas étonnant que le PASOK soit aujourd'hui aussi profondément enfoncé dans ce genre de sale affaire, puisqu'il a fait siennes les institutions léguées par la droite. Il s'est rendu prisonnier de ces institutions et de l'appareil étatique de répression, à la manière du Parti socialiste français, c'est-à-dire sans scrupules ou hésitations.

Il est donc nécessaire et urgent de mettre en place une vaste campagne pour exiger la libération immédiate de Tsitsilianos et de Behrakis et, plus encore, de mener campagne pour la dissolution pure et simple des services secrets, qui absorbent des crédits très importants et qui n'ont d'autre raison d'être que la délation et la provocation contre le mouvement ouvrier. ■